

Grâce à un investissement de 44,6 millions \$

Presque tout le N.-B. aura accès à Internet haute vitesse d'ici 2006

MONCTON - Les gouvernements fédéral et provincial ainsi que la compagnie Aliant investiront 44,6 millions \$, d'ici la fin de 2006, pour augmenter l'accès à Internet haute vitesse au Nouveau-Brunswick.



Philippe Ricard
L'Acadie NOUVELLE

philippe.ricard@acadienouvelle.com

Actuellement, 54 % des citoyens et 72 % des entreprises de la province ont accès à Internet haute vitesse. D'ici la fin de 2006, on prévoit que 90 % des Néo-Brunswickois auront accès à ce service, de même que 95 % des entreprises et 100 % des centres régionaux de soins de santé, des parcs industriels et des collectivités des Premières nations.

«Les petites et moyennes entreprises pourront se brancher à un rythme plus rapide et vendre leurs produits en ligne aussi. Aussi, comme gouvernement, nous offrons de plus en plus de services en ligne parce que nous voulons que nos gens soient en ligne sur l'ordinateur (sic), plutôt que d'être en ligne dans nos bureaux. De cette façon, les services sont plus rapides», a affirmé le premier ministre Bernard Lord, à la suite d'une conférence de presse qui s'est déroulée à l'Hôpital régional Dr-Georges-L.-Dumont, hier matin.

Toutes les écoles du N.-B. sont déjà branchées. Les services Internet à haute vitesse seront donc étendus pour s'ajouter au pro-

gramme scolaire existant.

Si 90 % des citoyens auront accès à Internet haute vitesse d'ici deux ans, tous ne seront peut-être pas branchés, même en 2006. D'une part, le pourcentage de la population qui n'a pas d'ordinateur est encore assez élevé. D'autre part, les coûts reliés (environ 40 \$ par mois) à l'abonnement au service haute vitesse peuvent aussi être un obstacle.

«Quatre-vingt-dix pour cent de la population vont avoir accès au service. Mais c'est la population qui décide de se brancher ou non», indique Bernard Lord.

D'ailleurs, M. Lord ajoute que son gouvernement n'a aucun contrôle sur le prix des services d'Internet à haute vitesse, un prix qui peut paraître exorbitant pour certaines personnes.

«On n'a pas de contrôle sur les prix. L'annonce d'aujourd'hui fait en sorte de réduire le coût du consommateur. Parce que sans l'investissement (de 44,6 millions \$), plusieurs consommateurs et entreprises n'auraient pas accès à ce service», mentionne M. Lord.

Le président-directeur général d'Aliant, Jay Forbes, a, pour sa part, avancé que les prix du service Internet haute vitesse pourraient diminuer dans les prochaines années. Toutefois, il n'a pas voulu préciser d'échéancier.

Leader mondial

D'ici deux ans, le Nouveau-Brunswick sera la juridiction où l'accès à Internet haute



L'ACADIE NOUVELLE: FRANCINE DION

Bernard Lord et Allan Rock ont annoncé l'investissement de 44,6 millions \$, hier matin, lors d'une conférence de presse qui s'est déroulée à l'Hôpital régional Dr-Georges-L.-Dumont, à Moncton.

vitesse sera le plus élevé au Canada, et même au monde, ont soutenu le ministre de l'Industrie, Allan Rock, et le premier ministre Lord.

«Actuellement, le taux de pénétration (clients branchés) d'Internet au Canada atlantique est d'environ 30 %. Au Nouveau-Brunswick, le pourcentage est inférieur. On est un peu en retard par rapport au reste du Canada. Avec cette annonce, le taux de pénétration devrait augmenter sensiblement», sou-

ligne le pdg d'Aliant, Jay Forbes.

Le gouvernement du Canada versera 16,5 millions \$ pour la réalisation de ce projet, tandis que la province du N.-B. investira 12,5 millions \$. De son côté, la compagnie Aliant injectera la somme de 15,6 millions \$.

Aliant a été choisie pour réaliser ce projet après un processus d'appels d'offres. L'entreprise a déjà investi 90 millions \$ pour développer le réseau Internet haute vitesse du N.-B. au cours des quatre dernières années.

La CIPA grande partenaire du projet de large bande



L'ACADIE NOUVELLE: MARIO LANDRY

La CIPA, située à Paquetville, a travaillé durant près d'une année dans la proposition du plan qui a obtenu un appui financier de 44,6 millions \$.

PAQUETVILLE - Si le Nouveau-Brunswick peut maintenant se lancer dans une vaste campagne d'accès au service Internet de large bande, qui s'étendra jusqu'en 2006, c'est surtout grâce au travail de la Collectivité ingénieuse de la Péninsule acadienne.



Réal Fradette
L'Acadie NOUVELLE

real.fradette@acadienouvelle.com

L'organisme, le seul du genre dans la province, a travaillé durant près d'une année dans la proposition du plan qui a obtenu un appui financier de 44,6 millions \$ partagé par le ministère fédéral de l'Industrie, la compagnie Aliant et Fredericton.

Pour la présidente du CIPA, Nancy Lainey-Thériault, l'annonce d'hier a généré en elle un sentiment de fierté peu commun, qu'elle partage d'emblée avec tous ceux qui ont collaboré au projet.

«Je suis très fier aujourd'hui (mardi), car c'est un grand pas vers l'avant dans l'expansion et le développement économique à tous les niveaux dans la province. C'est aussi une grande source de fierté que de dire que, grâce à notre évaluation, 90 % des résidents et 95 % des gens d'affaires au N.-B. auront accès au service Internet de large bande», a-t-elle confié lorsque jointe par L'Acadie NOUVELLE.

La CIPA a étudié la question avec l'aide de Fredericton, qui a mis à la disposition du groupe l'expertise de ses 12 agences de développement économiques communautaires. Ensemble, ils ont pu présenter un projet au printemps, lequel a obtenu l'approbation d'Ottawa.

Mme Lainey-Thériault soutient que la participation du CIPA ne s'arrêtera pas là, même s'il est encore trop tôt, selon elle, pour en établir les prochains paramètres.

«Nous aurons sous peu une réunion pour voir quel pourrait être notre engagement dans la continuité de ce dossier. On imagine aussi que cela signifierait également la création d'emplois, mais on ne peut répondre tout de suite. C'est encore un projet préliminaire et notre rôle sera peut-être d'amener les gens à utiliser la technologie que nous

leur apporterons», explique celle qui est également maire de Paquetville.

Le projet annoncé hier, à Moncton, ressemble presque en tout point à ce que la CIPA avait présenté au gouvernement fédéral il y a six mois.

«On avait estimé un investissement de 50 millions \$ et nous avons presque obtenu cela. Nous visions l'objectif de rendre disponible le service haute vitesse à 85 % des foyers de la province et on nous en propose 90 %. C'est un gros défi, mais si Aliant a dit que ça pouvait se faire...», lance-t-elle.

Aucun plan précis n'a été divulgué pour l'instant, à savoir quelle région sera favorisée dans la mise en place du service. Par contre, la Péninsule acadienne en sortira grande gagnante, car on souhaite que, dès la fin de 2004, 70 % des résidences de la région aient accès à cette technologie.

«La Péninsule acadienne n'est pas beaucoup branchée si on la compare aux grands centres de la province. C'est un travail qui touche tout le N.-B. De là à dire que Beresford sera avant Caraquet, on ne peut le dire parce que cela relève d'Aliant», prétend la présidente du CIPA.